

2ème réunion des N.A.O

Le 8 décembre 2021 a eu lieu la deuxième réunion sur le N.A.O à Newrest Wagons-Lits. L'évidence de l'urgence d'une forte augmentation des salaires de base pour l'ensemble des salariés avec l'accélération de l'inflation portée notamment par la hausse des prix de l'énergie et des produits alimentaires met particulièrement en difficulté les salariés et accentue les difficultés des ménages les plus modestes qui ont déjà subi, pour bon nombre d'entre eux, des pertes de revenus engendrées par la crise sanitaire (chômage partiel non compensé par l'entreprise).

Nous venons de prendre connaissance des premières propositions de la direction :

- Revalorisation des salaires de vendeurs Ambulant
- Sur la pénibilité des plannings, aménagement des plannings pour les séniors (59 ans), nombres de repos garantis et de repos double
- Les nuitée courte
- Embauche en CDI sur TGV et Intercités (priorité aux intérimaires)
- Augmentation des tickets restaurant dématérialisé
- Echelon supérieur pour les salariés faisant de la Business Première selon l'ancienneté.
- Augmentation générale des salaires (minimum à l'inflation)

Finalement l'après Covid ressemble fortement à l'avant avec toujours la même volonté de la direction de casser nos conditions de travail, nos métiers et notre rémunérations sans répondre concrètement aux revendications des organisations syndicales.

Nous constatons que cette politique de revalorisation a minima des salaires de base est inadmissible alors que les salariés s'appauvrissent en travaillant pour une entreprise qui fait des bénéfices records et qui distribue ses richesses à une poignée de privilégiés.

Cette direction ne s'engage pas non plus sur notre convention collective pour qu'elle soit annexer à la future convention du rail.

Une nouvelle fois, nous constatons que sans rapport de force cette direction ne donnera rien.

Les salariés ayant moins de 2000 € nets par mois percevront bien une indemnité d'inflation de 100 € verser par l'entreprise en décembre, cette indemnité ne sera soumis à aucun prélèvement fiscal.

Les Elus Force Ouvrière

